

Les contrats de mobilier urbain soumis au Code des marchés publics

Patrick Martin-Genier
Premier conseiller à la CAA de Lyon

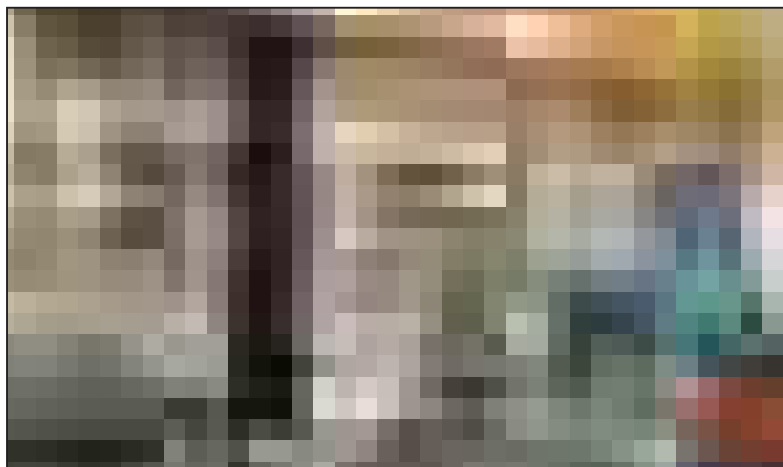
Les contrats de mobilier urbain ne sont ni des marchés publics, ni des délégations de service public. Ils constituent un contrat d'occupation du domaine public permettant à la société cocontractante d'implanter du mobilier et de l'entretenir (des abribus par exemple) tout en en tirant un bénéfice exclusif. Mais l'avantage pécuniaire – très substantiel – qui en résulte pour la société, même en l'absence d'un versement financier de la commune, entraîne la soumission au Code des marchés publics du contrat pour sa passation et son attribution.

Une durée du contrat portée à... 45 ans!

La société Jean-Claude Decaux vient de perdre définitivement le contentieux qui l'opposait, une fois n'est pas coutume, non à la commune, mais au représentant de l'État intervenant dans l'exercice du contrôle de légalité qui lui est imparti par l'article 72 de la Constitution.

Par une délibération en date du 28 juin 1996, le conseil municipal de Clichy-sous-Bois avait autorisé le maire de la commune à signer un avenant à la convention, signée trente ans auparavant avec la société Jean-Claude Decaux, pour en porter la durée à... 45 ans!

Par un jugement en date du 8 juillet 1997, à la demande du préfet de la Seine-Saint-Denis, le tribunal administratif de Paris avait annulé ladite délibération, annulation confirmée par un arrêt de la cour administrative d'appel de Paris en date du 26 mars 2002.



Un contrat sui generis...

Non convaincu par le raisonnement des premiers juges et du juge d'appel, la société J-C. Decaux portait l'affaire en cassation devant le Conseil d'État. La Haute juridiction, par une décision rendue par la section du contentieux, a rejeté le pourvoi de la société.

... soumis au Code des marchés publics

Un tel contrat ne constitue pas un marché public, puisque pour être qualifié de tel,

le contrat doit avoir été conclu à titre onéreux en vue d'acquérir des biens, travaux ou services. Cela n'empêche pas qu'il soit soumis, pour sa passation, au Code des marchés publics, sans que le juge d'appel ait eu à s'interroger sur le fait de savoir si la fourniture de prestation de service constituait un élément accessoire ou principal de l'objet de ce contrat.

La société avait tenté de faire valoir qu'un tel contrat était en réalité une délégation de service public, soutenant qu'elle tirait l'essentiel de sa rémunéra-

Extrait de décision

Extrait de la décision

Conseil d'État - 4 novembre 2005,

Société Jean-Claude Decaux, req. n° 247299

« Considérant [...] que la cour a souverainement constaté [...] que l'objet du contentieux litigieux était, outre d'autoriser l'occupation du domaine public, de permettre la réalisation et la fourniture de prestations de service à la commune de Clichy-sous-Bois en matière d'information municipale, de propreté et de protection des usagers des transports publics contre les intempéries; qu'elle a pu en déduire, sans erreur de droit, que l'objet du contrat ainsi conclu entraînait dans le champ d'application du Code des marchés publics; que, pour parvenir à cette conclusion, la cour n'avait pas à rechercher si la fourniture de prestations constituait un élément accessoire ou principal de l'objet de ce contrat ».

tion des recettes de son activité publicitaire. En réalité, la Cour avait déjà jugé sur ce point que, faute de prise en charge effective d'un service public, ce type de contrat ne pouvait pas être qualifié de délégation de service public.

La valorisation légitime du domaine public

Le Conseil d'État confirme en outre que le fait, pour la commune, de signer un contrat avec la société en vue de la fourniture d'abribus, puis de l'autoriser à utiliser à exploiter lesdits mobiliers à des fins publicitaires à titre quasi exclusif,

tout en l'exonérant de la redevance pour occupation du domaine public, constitue bel et bien un avantage pécuniaire en faveur de la société, même si cet avantage ne se traduit pas par un versement d'argent de la commune dans les caisses de la société.

Un tel avantage financier indirect constitue en effet une valorisation du domaine public municipal et rien, ni même le principe de la liberté du commerce et de l'industrie qui, en l'espèce, n'était pas menacé, n'interdit à la commune de tirer partie de son propre domaine dans l'intérêt des finances communales.

Questions/réponses ministérielles

C. Lifram

Le délai de cinquante-deux jours fixé par le Code des marchés publics pour la réception des offres est-il applicable aux marchés d'un montant inférieur à 230 000 euros HT passés dans le cadre de la procédure d'appel d'offres ?

Les marchés passés selon la procédure adaptée sont des marchés passés selon des modalités de publicité et de mise en concurrence déterminées par la personne responsable du marché en fonction de leur objet et de leurs caractéristiques. L'article 28 du code précise que « ces marchés sont soumis aux seules règles prévues par le titre I^{er}, le titre II à l'exception du chapitre 5, le II de l'article 40 et l'article 79 du présent titre ainsi que les titres IV à VI ». En ce qui concerne ces marchés, et notamment les marchés de travaux d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes, il appartient donc à l'acheteur, s'il le souhaite, de fixer lui-même la forme et le contenu de la procédure permettant de réaliser l'achat dans des conditions satisfaisantes de transparence, compte tenu de son montant et de la nature des prestations en cause. La souplesse de cette procédure permet de favoriser la négociation tout en assurant la traçabilité de l'action engagée. Toutefois, cette procédure ne remet en aucun cas en cause

la possibilité pour les acheteurs de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert, comme il est rappelé à l'article 26 du code, ni même de s'inspirer des procédures formalisées fixées par le Code des marchés publics. Dans ce dernier cas, sans donner expressément le nom d'une des procédures formalisées, ni viser l'article correspondant du Code des marchés publics, l'acheteur définira une procédure qui peut s'apparenter à l'une des procédures formalisées du code mais dont il sera libre de définir les contours. Il pourra ainsi bénéficier des réductions des délais de réception des candidatures et des offres. En revanche, si l'acheteur vise précisément un article du code et une procédure spécifique, tel l'appel d'offres, il sera dès lors tenu d'appliquer l'ensemble des règles qui s'y attache, et notamment les délais prescrits.

Rép. min. à QE, JOAN du 10 janvier 2006, p. 258.

Bulletin d'abonnement

MP2006

À retourner à **Territorial** - BP 215 - 38506 Voiron Cedex - Tél. : 04 76 65 93 78 - Fax : 04 76 05 01 63

OUI, je souhaite m'abonner à **La Revue des marchés publics** pour un an (10 numéros) au prix de* :

* Cochez la case vous concernant

Abonnement personnel

- Abonnement personnel (chèque joint) : 56 €
 Prélèvement automatique : 4,70 € par mois (sur 12 mois)
(J'ai bien noté que je peux résilier cet abonnement à tout moment par simple courrier.)

Abonnement administratif

- Collectivités de moins de 2 500 habitants : 57,50 € TTC
 Collectivités de 2 500 à 10 000 habitants : 80,50 € TTC
 Collectivités de plus de 10 000 habitants et sociétés privées : 112 € TTC

Participation aux frais d'expédition en sus pour les DOM-TOM et l'étranger : 9 € par an

Nom Prénom
Fonction Collectivité
Adresse
Code postal Ville Nbre d'habitants
Tél. (obligatoire) Fax Cachet et signature
E-mail :

Règlement par chèque bancaire ou mandat administratif, après réception de la facture en trois exemplaires, à l'ordre de SAS Territorial.

R.I.B. : Caisse d'épargne des Alpes - Voiron - Code banque : 13825 - Code guichet : 00200 - N° de compte : 08776443495 - Clé RIB : 51